



**POSTAUX
DE PARIS**

Fédération Nationale des Salariés du Secteur des Activités Postales et de Télécommunications
SYNDICAT DES SERVICES POSTAUX DE PARIS - 67 rue de Turbigo - 75139 PARIS CEDEX 03
CCP PARIS 14 569-53 A - Téléphone : 01 48 87 68 15 - Télécopie : 01 42 74 66 27 - E.mail : cgt.postaux@wanadoo.fr

Paris, le 17/09/2009



Section de Paris 17

MARDI 22 SEPTEMBRE : CONTRE LA PRIVATISATION, TOUS EN GRÈVE ET TOUS À LA MANIFESTATION !

La direction de La Poste et le gouvernement nous baratine :

Cet été, le gouvernement a décidé de présenter un projet de loi aux parlementaires pour changer le statut de La Poste et ouvrir le capital de celle-ci aux investisseurs.

Même si on cherche à nous rassurer en disant que seuls l'Etat et la Caisse de Dépôts et Consignations, investiraient dans le capital de La Poste, si cette loi passait, ce serait une étape de plus qui serait franchie vers la privatisation.

Tout le baratin que l'on nous sert depuis des mois pour nous rassurer, il a déjà été servi dans d'autres services publics comme EDF, France Télécoms, etc...

Et ce que nous voyons dans les médias sur ce qui se passe aujourd'hui à France Télécoms ne peut que nous convaincre que nous ne voulons pas de cette ouverture au capital.

Car aujourd'hui France Télécoms est cotée en bourse et ses actionnaires demandent toujours plus de profits en s'en prenant aux conditions de travail des salariés.

Une privatisation que La Poste prépare de longue date :

Les dirigeants de La Poste ont accéléré leur politique de rentabilité ces dernières années. 50 000 emplois ont été supprimés ces six dernières années. Rien qu'au premier semestre 2009, les effectifs ont été réduits de 7500 emplois.

Alors que la crise s'approfondit et que les chiffres du chômage explosent, la direction de La Poste n'a l'air d'avoir pour seule préoccupation que de renforcer encore plus le nombre des chômeurs !

Rien ne justifie ces suppressions d'emplois qui se traduisent à chaque fois pour les usagers par une dégradation des services rendus et qui se paient pour les postiers par une dégradation de leurs conditions de travail.

Leur seul raison d'être est que La Poste maintienne, voire augmente ses bénéfices malgré la crise afin d'en faire une affaire juteuse pour de futurs actionnaires.

Au premier semestre de cette année, La Poste a fait près de 400 millions de bénéfices, qui viennent s'ajouter aux milliards d'euros des années précédentes.

La privatisation aggravera encore nos conditions de travail :

Si nous n'empêchons pas la Poste de réaliser leurs nouveaux projets, la dégradation des services rendus à la population et nos conditions de travail vont encore s'aggraver.

Cette privatisation n'apportera rien de bon, ni pour les fonctionnaires, ni pour les contractuels.

Si cette loi passe, une étape sera franchie. D'autres lois, d'autres mauvais coups nous serons portés, si nous les laissons faire.

Par exemple, jusqu'à présent, il n'y a pas encore eu de plans sociaux à La Poste, mais si demain elle est privée, cela se passera comme dans les entreprises privées, il y aura des plans de licenciements collectifs.

À Paris 17, La Poste comme ailleurs, prépare la privatisation :

Dans le droit fil de cette politique de course à la rentabilité, la direction de Paris 17 voudrait supprimer 39 emplois et pour cela voudrait procéder à une nouvelle réorganisation.

Evidemment, être 39 en moins pour faire le même travail, entraînera forcément une dégradation de nos conditions de travail.

Nous avons déjà dit avant les vacances que nous refusons cette nouvelle réduction d'effectifs et que nous voulons :

- le maintien de tous les emplois
- le maintien des régimes de travail actuels
- le maintien des 4 jours ARTT

Depuis un an les patrons font payer leur crise aux travailleurs. Il y a déjà eu des milliers de chômeurs supplémentaires.

Cela suffit !

La Poste a les moyens de maintenir les emplois. Aucun emploi ne doit être supprimé à Paris 17, comme ailleurs. Il faudra leur imposer.

Le 22 septembre, c'est tous ensemble que nous devons lutter :

Nous sommes 275 000 postiers en France et c'est une force.

Nous sommes partout sur le territoire et nous sommes en contact avec la population, qui elle aussi subit la crise, et nous pourrions trouver son soutien.

Oui nous pouvons les empêcher de faire voter cette loi.

Tous les syndicats appellent mardi 22 septembre, à une journée de grève et de manifestation, contre la privatisation de La Poste.

Plus nous serons nombreux dans le pays à faire la grève et à manifester, plus cette journée sera une étape réussie pour entraîner la mobilisation nécessaire qui fera renoncer le gouvernement et les dirigeants de La Poste.

Nous vous appelons à faire grève et à manifester :

- contre le projet de privatisation de La Poste
- contre les 39 suppressions d'emplois à Paris 17
- contre la réorganisation

**La manifestation partira à 14H00
devant le siège de La Poste
Bd Vaugirard 15^{ème} arrondissement
Métro Gare Montparnasse.
Elle se dirigera vers le Sénat.**

**Tous ensemble
le 22 septembre 2009 !**